

13 janvier 1992 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les relations franco-luxembourgeoises et l'identité de vues entre la France et le Luxembourg pour la construction de l'Europe, Luxembourg, le 13 janvier 1992.

Monseigneur,

- Madame,

- Comment ne pas vous remercier de la chaleur et de la qualité de votre accueil ? Je souhaite vous exprimer le grand plaisir qui est le nôtre d'être aujourd'hui vos hôtes.

- Je suis venu trois fois en un peu plus d'un an à Luxembourg, mais c'est ma première visite d'Etat. On pourrait dire que cela n'ajoute pas grand chose, mais en fait une visite d'Etat nous permet de sortir des règles du jeu qui nous conduisent à aller d'un aéroport international, à un hôtel international, pour participer à une conférence internationale, c'est beaucoup, mais ce n'est pas suffisant. On ne rencontre pas le peuple de ces villes, on ne marche pas dans les rues, on ne parle pas d'autre chose, on ne connaît pas les oeuvres d'art. Aujourd'hui en quelques heures vous m'avez permis de combler tous ces manques et d'apprécier malgré la nuit quelques paysages et ce soir, ce beau bâtiment qui date du 18ème siècle et qui, je crois, a été restauré après les méfaits de la guerre.\

Monseigneur, vous symbolisez la souveraineté internationale et la continuité historique de Luxembourg. C'est donc en votre personne la population entière de votre pays que je salue. Je sais que le peuple luxembourgeois se reconnaît en vous. Vous en incarnez les vertus, vous en partagez la vie quotidienne. Comme beaucoup de vos compatriotes, vous avez connu les souffrances de l'exil et combattu courageusement avant de retrouver votre pays libéré. Depuis, la nation n'a pas cessé de se reconnaître en vous. J'ai été assez émerveillé de vous entendre dire que, depuis trente ans que vous exercez des fonctions à la tête de votre pays, vous n'avez connu que cinq gouvernements. Pour des pays comme le mien, c'est assez surprenant. Peut-être naît-il de cette stabilité une certaine monotonie, je ne saurais le dire. En tout cas s'il y avait monotonie, elle nous est épargnée.

- Vous avez participé au combat pour la liberté. Nous ne le concevons pas de la même façon. Des deux côtés de notre frontière que nul signe vraiment distinctif ne rend évidente, ce sont les mêmes paysages, le même type d'hommes, les intonations des mêmes langages. C'est le même héritage culturel, la même volonté moderne de réussir la reconversion d'une économie longtemps fondée sur le charbon et l'acier et au demeurant fort bien adaptée depuis quelques années à la compétition internationale.

- Vous avez eu raison d'insister sur la communauté de culture qui implique la recherche de concepts. Qu'est-ce que l'homme dans la société ? Quelles sont les relations du citoyen et de l'Etat ? Et l'ensemble des questions posées s'exprime dans nos littératures ou bien dans nos arts, qui portent la marque de nos différences tout en recherchant, lorsqu'elles parviennent à l'excellence, les formes éternelles de la recherche humaine.\

Dans un contexte très favorable je constate que ces quelques ombres qui pesaient sur nos relations bilatérales se sont effacées ou ont tendance à s'effacer.

- Faut-il que je parle du problème de la centrale nucléaire de Cattenom qui continue de vous

préoccuper ? Il m'est vraiment très difficile, même pour vous être agréable, de vous dire que je vais la raser. J'en ai hérité comme vous-même. Vous pourriez me dire que moi c'est un héritage direct et que j'en suis de ce fait beaucoup plus responsable, tandis que vous n'y êtes pour rien. Je trouve insupportable que les éléments considérés comme dangereux, car ils pourraient l'être même s'ils ne le sont pas en fait, parce qu'ils sont situés juste aux frontières, soient comme une sorte d'impôt psychologique forcé sur une population. Mais enfin, des choix ont été faits.

- La centrale est là. Et chaque fois que je passe par ici, des pancartes se dressent pour me rappeler l'existence de Cattenom. En France, c'est un peu la même chose, pendant longtemps j'ai connu dans notre pays une levée de boucliers contre les centrales nucléaires. On n'en parle guère aujourd'hui. Il faut dire que nous avons eu la chance de ne pas connaître, dans notre pays qui est peut-être le mieux équipé du monde, une seule mort d'homme, un seul accident qui ait eu des conséquences graves. Je pourrais dire, de ce point de vue-là, que le nucléaire est infiniment moins dangereux que le charbon. Mais on peut circonscrire les méfaits du travail au fond de la mine : on peut difficilement circonscrire les méfaits éventuels de la matière que nous croyons maîtriser, mais dont on peut se demander à travers les siècles si nous en subirons les conséquences.

- Je trouve tout à fait légitimes les questions posées par les Luxembourgeois. Tout ce qui pourra être fait le sera pour que vous ayez l'information indispensable, et le cas échéant, le pouvoir d'intervention pour corriger ce qui pourrait vous paraître un danger nouveau, même si ce danger, comme je le pense, ne se précise pas car il faut s'adresser à la psychologie de vos compatriotes. M. le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas a eu avec M. Poos les conversations nécessaires à ce sujet. Il faut que vous puissiez, de vous-mêmes, et directement, vous informer de ce qui se passe dans cette centrale, à quelques pas de chez vous. Ce château des temps modernes doit vous être ouvert comme il est ouvert aux hauts techniciens français. Je tiens à vous dire que les autorités françaises sont absolument disposées à contribuer à toute solution amiable.\

Il est d'autres questions sur l'environnement. Mme le Président du Parlement a bien voulu m'en saisir et M. le Premier ministre avait déjà eu l'occasion de m'en parler. J'ai affaire à un document qui soulève six questions importantes. Il serait peut-être utile que la France songe à assainir les rivières qui passent ensuite chez vous. C'est bien la moindre des choses que la France fasse l'effort qui est nécessaire pour assainir cette situation. J'ai tenu à le faire dès les premiers jours de mon arrivée à la Présidence de la République pour régler le contentieux extraordinairement difficile avec les Hollandais : le contentieux du Rhin. Cela a été réglé, Monseigneur, et je ne vois pas pourquoi nous ne serions pas aussi coopératifs avec Luxembourg que nous l'avons été avec les Pays-Bas. Il y a tout un programme d'assainissement des eaux de rivières qui a été lancé dans le cadre de la coopération régionale, Sarre, Lorraine, Luxembourg. Je considère que la France doit des égards à tous les habitants qui vivent sur le cours de ces rivières, notamment l'Alzette, et je pense que vous pourrez constater dans un avenir proche quelques progrès.

- Enfin, après avoir précisé ces choses, l'on peut dire que la coopération transfrontalière est tout à fait positive. Nous sommes parvenus à régler la plupart des problèmes, et nous mettrons la bonne volonté qui convient pour régler ceux qui restent pendants.\

Vous avez bien voulu me saisir aussi, monsieur le Premier ministre, du problème touchant aux relations ferroviaires et routières. On a inauguré à l'automne 1991 le service ferroviaire rapide entre Luxembourg et Nancy qui contribuera au développement de cette région et des échanges humains. Et l'on attend la construction du TGV-Est auquel vous avez décidé d'apporter une contribution financière importante.\

J'ai parlé de l'élément culturel. Les questions sont denses. Tout d'abord la francophonie. Le Luxembourg y a pris une part importante, et je me suis réjoui d'entendre votre Premier ministre lors de la dernière conférence des pays francophones qui a réuni quarante-sept pays.

- Il est un point sur lequel j'aimerais m'attarder un peu, celui des échanges de personnes. Il fut un temps où nombre de vos compatriotes, vous l'avez indiqué vous-même, venaient travailler en France et s'attachaient assez à leur terre d'adoption pour verser leur sang pour sa défense. Je

dois vous en remercier, en remercier vos pairs. Aujourd'hui, le courant s'est inversé. Alors que l'intolérance, la xénophobie, le racisme menacent, un pays comme le vôtre donne l'exemple d'un accueil harmonieux pour une nombreuse communauté étrangère. En son sein, il est plusieurs milliers de Français qui contribuent autant à la prospérité de votre pays qu'à celle des régions françaises limitrophes. Alors, lorsque les étudiants luxembourgeois viennent en grand nombre s'instruire dans notre pays, je veux leur dire qu'ils sont les bienvenus chez nous. Et je veux confirmer ici même la volonté de la France de faciliter au maximum le séjour de tous ces jeunes et les encourager à profiter du temps qu'ils passent en France pour connaître notre pays, pour y voyager. Je crois que c'est véritablement l'un des meilleurs moyens de construire l'Europe.

- L'Europe des citoyens a quelquefois pris un peu de retard sur l'Europe technique, c'est fâcheux, mais nous avons maintenant commencé à rattraper ce retard.

- Regardons autour de nous, Saint Willibrord, né en Angleterre, mais dit-on, élevé en Irlande, apôtre de votre région, il y a treize siècles, a fondé cette abbaye d'Echternach. C'est un élément parmi d'autres qui permet de mieux comprendre l'Europe. Depuis l'époque de Willibrord, bien des conquérants ont tenté par la force, par la violence, d'unir autour d'eux, tout ou partie de notre continent. Ces aventures guerrières, sans aucune exception, ont échoué.

Après la guerre, nos deux pays ont fait le même choix fondamental. Ils ont pris une part éminente à l'union des pays d'Europe qui s'étaient la veille déchirés, et nous sommes, vous et nous, parmi les fondateurs de la Communauté.

- J'ai pu juger votre contribution dans le premier semestre de l'année 1991. Le Luxembourg qui présidait la Communauté européenne a montré l'exemple, établi les documents les plus sérieux, les plus solides dont je peux dire qu'ils ont servi de référence aux accords de Maastricht. Je tiens à vous en remercier, car je pense que ces accords de Maastricht signifient déjà une nouvelle Europe. Aucun acte n'a été plus important que celui-ci depuis le Traité de Rome en 1957. Alors nous voilà dans la même maison : l'Europe à construire. L'Europe difficile à construire ! Et cependant que de progrès depuis l'époque lointaine, mais je l'ai vécue moi-même, du pôle charbon-acier, de l'EURATOM, les premières conceptions et réflexions de Robert Schuman ou de Jean Monnet, dont je rappelais récemment que j'ai eu la chance de les connaître. Jean Monnet était originaire d'une petite ville proche de la mienne, nos familles se connaissaient et enfant, je pouvais considérer avec un peu d'admiration ce personnage qui n'était pas encore la personnalité internationale et immense qu'il est devenu, mais qui représentait, pour nous Charentais, une sorte de lumière et de force dont nul ne doute aujourd'hui.

- Quant à Robert Schuman, je l'ai connu dès mon arrivée au Parlement, en 1946 - 47. Il a été Président du Conseil et j'ai été son secrétaire d'Etat. Cela veut dire que pendant de nombreux mois, j'ai pu approcher cet homme remarquable, discret, silencieux, méditatif. Je vous le donne en exemple, il n'y avait jamais un papier sur sa table. Il se promenait de long en large en réfléchissant. Bref, il n'embarassait pas le gouvernement d'une administration vétilleuse. J'ai mal suivi son exemple d'une certaine manière. Il y a beaucoup de papiers sur ma table. Mais pour le reste, je m'efforce de suivre l'exemple de Robert Schuman qui continue de représenter, je pense, pour tous les Européens originaires du Luxembourg dont le sort a été si mêlé au couple France - Allemagne, l'une des principales personnalités françaises contemporaines. Je crois que cela signifie beaucoup, et je tenais à vous le rappeler.

Maintenant, nous voici associés, imbriqués dans le même ensemble. Nous avons bâti beaucoup, nous continuons d'imaginer. Ce qui a été fait à Maastricht a permis d'édifier une communauté politique, de resserrer les liens économiques autour d'une communauté économique et monétaire, et de la perspective d'une monnaie unique. Mais on a fait bien d'autres choses. On a développé autour de notre diplomatie un débat sur ce que devrait être ou ce que pourrait être la sécurité de l'Europe. Comment l'Europe de la Communauté pourrait-elle assurer elle-même sa défense, non pas par élimination des alliances actuelles, dans lesquelles nous sommes, en dehors de l'Irlande. Mais comment faire si un jour les liens se lassaient entre les deux rives de l'Atlantique ? L'Europe pourrait être la première puissance commerciale du monde, bientôt la première puissance technologique, pourquoi pas la première puissance industrielle, sans vouloir en quoi que ce soit entamer une course pour être toujours les meilleurs. Au moins disposerons-

en quoi que ce soit entrainer une course pour être toujours les meilleurs. Au moins disposerions-nous en Europe d'une solide plate-forme pour s'engager tous ensemble sur une voie unitaire, frontières et barrières tombées, marché unique exactement dans un an et par la suite gouvernement commun et, en tout cas, définition commune des grands axes d'action qui nous rassembleront et tout cela dans un statut qui permet à des pays très différents, d'importance variable, de disposer des mêmes droits.\

Si le Luxembourg pour les problèmes majeurs veut dire non en face des onze autres pays, plus nombreux et plus peuplés, souvent plus puissants, eh bien la volonté du Luxembourg ne peut pas être écartée ! Elle s'impose. On en use avec précaution et généralement avec parcimonie mais le droit de chacun est le même. Nous travaillons à dignité égale. C'est ce qui est remarquable. Ce que je préconise maintenant pour les pays de l'Est, du centre de l'Europe, pour tous les pays démocratiques d'Europe. J'aimerais, tant que la Communauté ne sera pas en mesure de s'ouvrir avec ses contraintes très strictes à l'ensemble des pays d'Europe démocratique, j'aimerais qu'il soit possible d'imaginer les lieux où nous nous retrouverons tous à égalité de dignité, de compétence, où le oui et le non pèseront le même poids. Alors, croyez-moi nous serons capables de bâtir dans notre continent des structures nouvelles, seules en mesure d'empêcher la dérive, ce que nous observons en Yougoslavie et ce que nous commençons d'apercevoir dans l'ancienne Union soviétique : la seule façon d'éviter l'explosion interne de l'Europe et à partir de là, les compétitions, les conflits, le grand jeu d'une histoire que nous pensions dépassée, prête à recommencer.\

Voilà ce que je voulais vous dire. Eh bien je suis très heureux de savoir que pour tous ces choix, la France et le Luxembourg, le Luxembourg et la France n'ont pas cessé de s'associer, d'exprimer à peu près les mêmes perspectives, de choisir à peu près les mêmes enjeux. Pourquoi ne pas continuer, Monseigneur ? Nous avons quelques problèmes communs puisqu'on veut nous disputer nos capitales. Nous n'avons que des bons sentiments pour Bruxelles ! J'aimerais simplement que Bruxelles en ait autant pour Strasbourg et Luxembourg. C'est la moindre des choses. Si bien que toute une sorte de concentration bureaucratique dans la ville voisine et amie de Bruxelles risque d'altérer la marche en avant de l'Europe.

- J'ai déjà fait savoir que pour ce qui concerne la France, le non à tout cela n'avait pas besoin d'être répété. Je n'ai pas le sentiment que votre Premier ministre pense très différemment de moi. Mais enfin c'est une difficulté au sein même de l'Europe, il y en aura d'autres, l'essentiel est que nous soyons à même de nous respecter mutuellement.

- L'Europe sera l'objet d'un grand débat dans chacun de nos pays, en France en particulier. Le traité qui nous engage pour l'avenir est le premier de cette sorte de notre histoire, même les autres traités européens étaient restés beaucoup plus en deçà. Cette fois-ci, c'est vraiment une histoire qui commence. Je dois vous dire à quel point j'attache un grand prix à voir dans cette démarche, comme c'est déjà le cas, le Luxembourg et la France du même côté.\

Monseigneur, et vous madame, je ne saurais trop vous dire à quel point ma femme et moi sommes heureux d'être auprès de vous maintenant, ce qui va nous permettre autour de cette table d'échanger des propos que peuvent échanger des amis, heureux de se retrouver.

Constamment, je vous sais en France, vous avez même poussé l'ingéniosité jusqu'à habiter en France, à quelques encablures de la résidence officielle du Président de la République !

Aujourd'hui c'est nous qui sommes chez vous, et nous en sommes heureux, mesdames et messieurs, qui avez bien voulu participer à cette soirée des invités de leurs Altesses royales, soyez remerciés. Quand maintenant je vais lever mon verre, je penserai à vous, à ce que vous représentez et à vos familles, à ce peuple luxembourgeois auquel nous nous adressons par vos soins. Santé pour les vôtres que vous aimez, Madame et vous Monseigneur, je lève mon verre à la santé du Luxembourg.\